



Monsieur le Directeur,

Nous, agentes et agents des SPF de l'Hérault, accompagnés de leurs organisations syndicales représentatives, tiennent à vous interpeller.

Nous avons appris, totalement **par hasard** par un document de la DG, l'ampleur des restructurations en termes d'emplois et de missions des Services de Publicité Foncière des métropoles : 34 suppressions d'emplois en SPF à la DDFIP 34 d'ici 2027.

Et pendant ce temps, malgré nos interrogations ou celles des organisations syndicales, en particulier au vu de la création des SAPF et de l'arrivée d'ANF et de leurs conséquences, rien ne nous a été dit !!! Cette marque de mépris nous procure un écœurement d'autant plus grand que, malgré notre désaccord de fond sur l'évolution de la Publicité Foncière et notamment la fusion imposée les années précédentes, nous avons tout fait pour répondre aux exigences de l'administration.

Nous y avons mis tout notre savoir-faire et toute notre conscience professionnelle et vous en profitez lâchement pour préparer, en nous laissant dans l'ignorance et au mieux de vos intérêts, la destruction de nos missions et de nos services ainsi que celle du principe du service auprès du public.

Vous comptiez manifestement ne rien dire jusqu'au tout dernier moment.

Il est clair que l'administration veut continuer à profiter au maximum de notre expérience et de notre engagement jusqu'à la dernière limite pour transmettre un délai de publication des actes le plus court possible au détriment de la qualité du fichier immobilier au contenu déjà largement dégradé !!!

Pour preuve, la DDFIP de l'Hérault s'est portée candidate à une des expérimentations évoquées dans le compte-rendu du groupe de travail (rejet pour ordre).

Cette attitude de la hiérarchie nationale et locale est tout simplement indigne, ignoble et irresponsable.

Ainsi donc du SPF de l'Hérault ne restera en 2027 qu'un ersatz de service au nom d'une métropolisation idéologique et incohérente dès lors qu'elle n'apporte aucune plus-value sur la notion de service public.

**Nous revendiquons :**

- l'arrêt total de ce plan de liquidation de la sphère foncière, véritable plan social qui ne dit pas son nom ;
- l'affectation à la mission du nombre d'emplois pérennes nécessaires, surtout de catégories B et C, à l'exercice serein et qualitatif de la mission de publicité foncière ;
- l'arrêt immédiat de la pression individuelle quotidienne mise sur chaque agent pour la réalisation d'un objectif chiffré, génératrice d'impacts constatés sur leur santé.

Monsieur le Directeur nous nous sentons méprisés par la hiérarchie nationale et locale et nous en sommes écœurés à titre personnel et professionnel. Vous vous devez de l'entendre et de nous répondre.

**Les personnels des SPF de Montpellier et Béziers.**